

RÉVOLUTION VERTE EN AFRIQUE

# Un « miracle » à copier et à coller ?

**Créée en 2006 grâce aux fondations Rockefeller et Bill & Melinda Gates, l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (Agra) ambitionne d'intensifier l'agriculture africaine en faisant émerger des entreprises semencières privées fortes. Une ambition d'autant plus intrigante que les paysans semblent d'emblée exclus du processus.**

*Rencontre organisée par Agra à Bobo-Dioulasso*

**Du 11 au 13 mars 2013, à Bobo-Dioulasso, la deuxième ville du Burkina Faso, Agra a organisé une rencontre pour « évaluer les progrès du Burkina Faso dans l'accélération de l'accès des paysans aux semences de qualité ». Défis Sud y a envoyé Inoussa Maïga, son correspondant au Burkina.**

En 1924, Henry Wallace cofondateur de Pioneer Hi-Bred, l'un des plus gros producteurs mondiaux de semences, commercialise les premières semences de maïs hybrides F1. À cette époque, les fermiers américains mettaient de côté chaque année une partie de leur récolte de maïs pour l'utiliser l'année d'après pour semer. Monsieur Wallace, secrétaire d'État à l'Agriculture et plus tard vice-président des États-Unis, s'est battu pour changer cela en produisant et en commercialisant lui-même des semences de maïs hybrides en grandes quantités. En 1940 déjà, 90 % du maïs cultivé en Amérique du Nord provient de semences hybrides. Les variétés hybrides étant stériles, il est vain de ressemer leurs graines, donc chaque année il faut racheter. Aujourd'hui trop dépendants de ces semences à haut rendement et des pesticides chimiques qu'elles exigent, les producteurs américains sont à la merci des entreprises semencières qui font la pluie et le beau temps.

## Made in America ?

Près d'un siècle après, l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (Agra) ambitionne de reproduire le « miracle agricole américain » sur le continent africain. Créée en 2006 grâce à la générosité des fondations Rockefeller et Bill & Melinda Gates, Agra promeut en Afrique une agriculture intensive basée sur des semences améliorées et des engrais chimiques.

À l'aide de son levier principal, le Pass (Programme des systèmes semenciers en Afrique), Agra finance, à coup de millions, des recherches sur l'amélioration génétique des plantes, investit dans la création et l'émergence d'entreprises semencières privées et la mise en place d'un réseau de commerçants de semences et d'intrants chimiques appelés « agrodealers » sur tout le continent. « *Nous croyons que ceci est au cœur des révolutions vertes que nous avons vu bâtir dans le monde. On se considère comme les premiers révolutionnaires de l'agriculture africaine* », soutient fièrement l'américain Joseph DeVries, coordonnateur du Pass.

**« Abdoulaye, Adama, Jaunasse, Issaka... vous êtes mes Henry Wallace du Burkina Faso. »**

En sept ans d'existence, Agra a déjà conquis une vingtaine de pays africains, dont le Burkina Faso, qui fait figure d'élève modèle. C'est à ce titre qu'une rencontre s'est tenue du 11 au 13 mars 2013 à Bobo-Dioulasso, deuxième ville du pays, pour « évaluer les progrès du Burkina Faso dans l'accélération de l'accès des paysans aux semences de qualité ». Une rencontre bilan au cours de laquelle des sociétés semencières, des chercheurs, des étudiants-doctorants, et des agrodealers ont présenté les uns après les autres le chemin parcouru.

Au Burkina Faso, quatre sociétés semencières privées bénéficient du financement d'Agra. Elles sont au cœur de la vulgarisation de semences hybrides d'un maïs blanc appelé « Bondofa », une trouvaille du chercheur burkinabè

Jacob Sanou, également soutenu financièrement par Agra. C'est alors l'occasion pour Joseph DeVries de leur conter l'histoire des semences de maïs hybrides dans son pays, les États-Unis d'Amérique: «Aux USA, entre 1865 et 1930 les rendements de maïs n'ont jamais changé. Il y a eu quelques différences d'une année à une autre. Mais malgré beaucoup de recherches, beaucoup d'extensions de superficies, beaucoup de vulgarisation, il n'y avait pas d'effet chez les paysans. Jusqu'à quand? Jusqu'à l'introduction des hybrides. Depuis on n'a jamais cessé d'augmenter les rendements.» Puis, s'adressant aux promoteurs privés d'entreprises semencières au Burkina Faso, il ajoute: «Je ne sais pas si l'avenir nous donnera raison, mais Abdoulaye, Adama, Jaunasse, Issaka... vous êtes mes 'Henry Wallace' du Burkina Faso.»

«J'ai peur de perdre la biodiversité.»

(Éric Ouédraogo, paysan Burkinabé)

### Pas à la portée de tout le monde

L'avenir donnera-t-il raison à Agra? Pas sûr, selon Éric Ouédraogo. Ce paysan établi dans le centre-nord du Burkina, a effectué près 500 km pour participer à la rencontre Bobo-Dioulasso, sans y être invité. «Depuis hier vous parlez de concertation entre entreprises semencières, chercheurs, et distributeurs. Il faut ajouter les producteurs. Sinon vous allez vous concerter entre vous et après ceux qui doivent acheter vos semences ne le feront pas parce qu'ils n'ont pas confiance», martèle-t-il à la première occasion de prendre la parole.

Depuis 2008, l'État rachète une grande partie des semences produites par ces sociétés qu'il redistribue aux paysans. Éric Ouédraogo est convaincu que les sociétés semencières ne pourront pas vendre leurs semences quand cessera la subvention de l'État. «Bientôt chaque structure paysanne organisée autour d'une filière précise produira les semences pour ses membres. Cela a déjà commencé», prévient Éric Ouédraogo. «Elles veulent se faire de l'argent. Elles s'en foutent de la durabilité», ajoute-il parlant des sociétés semencières. Il ne manque pas l'oc-



Source : agra.org.

« La prospérité du continent commence avec des investissements ».

casion de fustiger les coûts élevés des semences. «Il y a d'abord le prix qui est très élevé, mais aussi la qualité n'y est pas», explique Éric Ouédraogo.

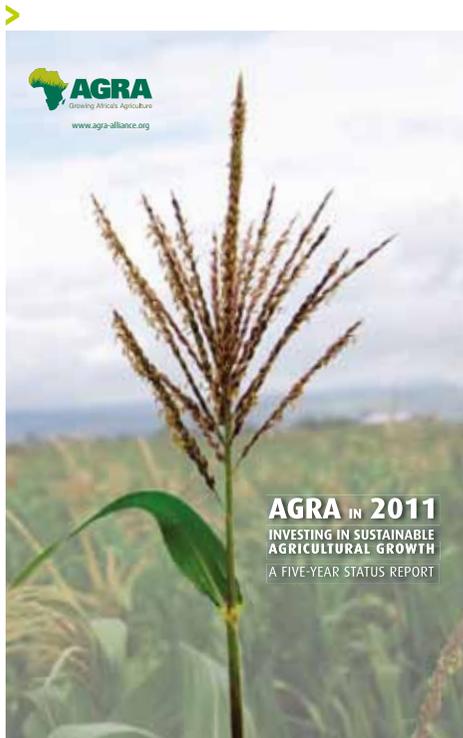
Joseph DeVries reconnaît que les semences améliorées ne sont pas à la portée de tous les cultivateurs, dont la majorité, reste très pauvre. Il précise qu'elles sont plus chères au Burkina Faso que partout ailleurs en Afrique de l'Ouest. Mais il compare avec les USA où «les prix des semences améliorées est à peu près 15 dollars le kilo alors qu'ici on vend le kilo en moyenne 1 à 2 dollars», dit-il. Il renchérit: «Les semences améliorées, c'est comme l'éducation. Ça coûte cher, mais l'ignorance coûte encore plus cher. Est-

ce qu'il faut rejeter la technologie sous prétexte que ça coûte cher? On sait tous que le statu quo mène à la faim dans les villages».

### Adieu, « misérables semences paysannes » ?

Agra veut éradiquer la faim en Afrique, mais à quel prix? Joseph DeVries schématise la stratégie d'Agra en ces termes: «On commence par la formation de chercheurs, puis on poursuit avec l'amélioration variétale. Après cela, c'est la production des semences par le secteur privé et on termine par la création de boutiques d'intrants au niveau des villages. Et ça marche.» L'action d'Agra vise principalement à remplacer «les misérables

Suite à la page suivante >



En 2011, Agra dit avoir investi dans l'agriculture durable.

variétés locales des paysans», selon l'expression du coordonnateur du Pass, par des variétés plus performantes. «Aujourd'hui, il y a de plus en plus de producteurs qui ont les moyens et qui souhaitent investir dans l'agriculture. Ces producteurs, pour rentabiliser leur investissement, ne peuvent pas continuer avec les variétés locales. C'est ce qui justifie notre passage aux hybrides. Les hybrides sont une perspective heureuse pour l'agriculture intensive au Burkina Faso», explique D<sup>r</sup> Clarisse Kondombo, sélectionneur de variété de sorgho, dont les recherches sont financées par l'Agra. Dans le schéma d'Agra, aucune place n'est prévue pour les paysans à qui sont destinées les semences.

Il n'y en a pas non plus pour les petits producteurs semenciers qui se trouvent écartés au profit d'entreprises semencières. Issoufou Kapran, responsable de la production et de la vulgarisation des semences à Agra, est on ne peut plus clair: «On ne fera jamais de progrès en Afrique avec de petits producteurs semenciers. On a tout essayé, mais on s'est rendu compte qu'il n'y a que le secteur privé qui marche. Il s'agit de construire une industrie semencière

forte en Afrique.» Pour y arriver, un travail de lobbying s'impose afin que des politiques favorables soient adoptées. «Car tout ce qui est bon pour les compagnies semencières est aussi bon pour les paysans», déclare Joseph DeVries.

«Il faut permettre au secteur privé d'amener les variétés d'ailleurs. Quand vous allez au Mali, la zone de Sikasso, c'est la même zone agroécologique que Bobo-Dioulasso. S'il y a de bonnes variétés là-bas qui n'existent pas ici, il faut permettre au secteur privé de les importer. Les normes harmonisées de la Cedeao (la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) le permettent. Mais comment le faire en pratique? Je pense qu'il faut une concertation entre les chercheurs, le secteur privé et le service public», renchérit Issoufou Kapran.

**« Les semences améliorées ne sont pas à la portée des cultivateurs. »**

Une fois de plus, aucune place n'est faite aux producteurs, vus comme simples bénéficiaires. Mais Agra sait compter sur le soutien du gouvernement burkinabè acquis à sa cause. En témoignent ces déclarations du ministre de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire, Mahama Sawadogo: «Le Burkina Faso a dès 2007 partagé le document guide de la révolution verte avec Agra. Et nous l'avons assuré de notre appui dans sa volonté de transformer le secteur agricole. C'est dire que nous avons été l'un des premiers pays à faire confiance à Agra et à soutenir son approche».

**Les grandes peurs**

Eric Ouédraogo explique ses craintes: «J'ai peur que l'introduction de ces semences hybrides ne nous fasse perdre la biodiversité. Parce qu'il y a l'influence de ces hybrides sur le terrain qui n'est pas évaluée pour le moment. Si, par exemple, tu sèmes du maïs hybride à côté d'un champ de maïs non hybride, il y aura des influences. Cet impact n'est pas encore évalué.»

«Le problème est qu'on ne peut pas ressemer les graines des variétés hybrides, poursuit-il. Alors que nous avons l'habitude de nous partager des semences après avoir fait un constat de rendement sur le terrain. Si moi je prends des semences que j'utilise et je me rends compte qu'elles ont une bonne performance, je peux en donner une partie à mon voisin pour qu'il en profite aussi. Mais avec l'hybride, cela n'est plus possible».

**Les OGM d'ici cinq ans**

Boukaré Savadogo est à la fois producteur et commerçant d'intrants. Il fait partie du réseau d'agrodealers mis en place par Agra. Mais il n'est pas dupe: «Ils nous parlent tout le temps de semences simplement parce qu'ils y ont intérêt. Sinon les semences à elles seules ne font pas l'agriculture. Ils savent très bien ce qu'ils veulent. Vous verrez, d'ici cinq ans, ils vont introduire les OGM». En effet pour nombre de ses détracteurs, Agra serait à la solde de grandes compagnies semencières mondiales qui l'auraient mandatée pour baliser le terrain en vue d'une introduction massive de variétés génétiquement modifiées.

Ce doute est d'autant plus justifié que Bill Gates, principal bienfaiteur d'Agra, a acquis 500 000 actions du groupe semencier mondial Monsanto. Pour sa part, Abdoulaye Sawadogo, PDG de Nafaso, la pionnière des entreprises semencières au Burkina Faso, tente de rassurer: «Le monde évolue mais nous sommes d'abord sur les hybrides, sur l'amélioration des variétés pour amener les paysans à avoir en tout cas de la bonne semence, de la semence qui a de bons rendements; et nous sommes sur ça d'abord, nous n'avons jamais pensé aux OGM parce que nous ne connaissons pas les OGM.»

Mais le mot de conclusion de Joseph DeVries n'est pas de nature à rassurer. «Vous devez savoir que les grandes compagnies semencières comme Monsanto, Syngenta viendront un jour au Burkina Faso. En attendant que cela arrive, vous devez travailler pour avoir une industrie semencière nationale forte», prévient-il. Une simple mise en garde ou une façon de préparer les esprits à accueillir les géants mondiaux des semences? ■

Un article de Inoussa Maiga